



## PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Annecy, 09 FEV. 2018

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des Contrôle de Légalité et Budgétaire

Affaire suivie par

Site ANNECY : 04 50 33 60 48 et 04 50 33 64 78

Site THONON LES BAINS : 04 50 81 15 63

Site BONNEVILLE : 04 50 97 83 83

Site SAINT JULIEN EN GENEVOIS : 04 50 35 37 81

Mel : [pref-collectivites-locales@haute-savoie.gouv.fr](mailto:pref-collectivites-locales@haute-savoie.gouv.fr)

Le Préfet de Haute-Savoie

à

Monsieur le Président du Conseil Départemental  
de Haute-Savoie

Mesdames et Messieurs les Maires du Département

Mesdames et Messieurs les Présidents des Etablissements  
publics de coopération intercommunale

et des syndicats mixtes

Monsieur le directeur du service départemental d'incendie et  
de secours de Haute-Savoie

En communication à

Mme et MM les Sous-Préfets d'arrondissement

Monsieur le Président du centre de gestion de la fonction  
publique territoriale de Haute-Savoie

Monsieur le président de l'association des maires, adjoints et  
conseillers départementaux de la Haute-Savoie

### CIRCULAIRE

Cette circulaire peut être consultée sur le site internet : [www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)  
à la rubrique "publications" puis "circulaires"

**OBJET** : Indice de référence applicable pour le calcul des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux en 2018.

**REF** : - Circulaire préfectorale du 21 mars 2017.  
- Note d'information NOR ARCB1632021C du 15 mars 2017 relative aux montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux applicables à partir du 1<sup>er</sup> février 2017.

**P.J.** : 1

A la suite du report d'un an de la mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, aux carrières et aux rémunérations et à l'avenir de la fonction publique (PPCR), la modification de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, initialement prévue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Par conséquent, les tableaux précisant les barèmes indemnitaires applicables aux titulaires de mandats locaux joints à la circulaire du 21 mars 2017 restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2018.

Les montants de la part représentative pour frais d'emploi et du plafond indemnitaire sont inchangés.

Mes services ainsi que les sous-préfectures d'arrondissement sont à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Le préfet, Pour le préfet,  
le secrétaire général

Guillaume DOUHINER



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITES LOCALES

Ancey, le 21 MARS 2017

Bureau des Contrôles de Légalité et Budgétaire

Le préfet de la Haute-Savoie

Affaire suivie par :

Site Ancey : 04.50.33.64.78 et 04.50.33.60.48

Site Bonneville : 04.50.97.83.84

Site Saint-Julien-en-Genevois : 04.50.35.37.88

Site Thonon-les-Bains : 04.50.81.15.77

Mel : pref-collectivites-locales@haute-savoie.gouv.fr

à

Monsieur le président du conseil départemental de la Haute-Savoie

Mesdames et messieurs les maires du département

Mesdames et messieurs les présidents des établissements publics  
de coopération intercommunale

En communication à :

Madame et Messieurs les sous-préfets d'arrondissement

Monsieur le directeur départemental des finances publiques

Monsieur le président du centre de gestion de la fonction  
publique territoriale de la Haute-Savoie

Monsieur le président de l'association des maires, adjoints et  
conseillers généraux de Haute-Savoie

**CIRCULAIRE**

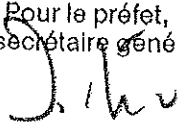
**Objet :** Montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats  
locaux applicables à partir du 1er février 2017

**P.J. :** Note d'information n°ARCB1632021C

Cette circulaire que vous pouvez consulter sur le site internet : [www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr), à la  
rubrique « publications » puis « circulaires » a pour objet d'indiquer les montants maximaux bruts  
mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux applicables à partir du 1er  
février 2017.

Le préfet

Pour le préfet,  
le secrétaire général

  
Guillaume DOUHÉRET



MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA RURALITÉ ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES COLLECTIVITÉS LOCALES

SOUS-DIRECTION DES ELUS LOCAUX  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

BUREAU DES ELUS LOCAUX, DU RECRUTEMENT  
ET DE LA FORMATION DES PERSONNELS TERRITORIAUX  
Affaire suivie par : Julien Moreau  
Tél. : 01.40.07.24.27  
Mail : julien.moreau@interieur.gouv.fr

Paris, le

LE MINISTRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DE LA RURALITÉ ET  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES  
ET  
LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

à

MESDAMES ET MESSIEURS LES PRÉFETS DE  
RÉGION,  
MESDAMES ET MESSIEURS LES PRÉFETS DE  
DÉPARTEMENT (MÉTROPOLE ET DOM)

REF : N° : 16-030276-D

NOTE D'INFORMATION N° : ARCB1632021C

**OBJET :** Montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux applicables à partir du 1<sup>er</sup> février 2017.

**REF. :** Circulaire NOR INTB9200118C du 15 avril 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux.  
Circulaire NOR IOCB1019257C du 19 juillet 2010 relative aux indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux.  
Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation.

**P.J. :** Tableaux

Les montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des élus locaux sont revalorisés en application :

- du relèvement de la valeur du point d'indice prévu par le décret n° 2016-670 du 25 mai 2016 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation, publié au Journal officiel de la République française du 26 mai 2016 ;
- du nouvel indice brut terminal de la fonction publique prévu par le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation, publié au Journal officiel de la République française du 27 janvier 2017.

ADRESSE POSTALE : PLACE BEAUVAU 75800 PARIS CEDEX 08 – STANDARD 01.49.27.49.27 – 01.40.07.60.60  
ADRESSE INTERNET : [www.interieur.gouv.fr](http://www.interieur.gouv.fr)



Vous trouverez ci-joint les tableaux précisant les nouveaux barèmes indemnitaires, qui se substituent à ceux annexés à la circulaire du 19 juillet 2010 citée en référence.

Les délibérations Indemnitaires faisant référence à l'indice brut terminal de la fonction publique demeurent juridiquement valables et permettent l'application de la nouvelle valeur de référence.

Pour les délibérations indemnitaires faisant référence à l'ancien indice brut terminal 1015 ou à des montants en euros, une nouvelle délibération est nécessaire. Il convient à cette occasion de viser « l'indice brut terminal de l'échelle Indiciaire de la fonction publique », car une nouvelle modification de celui-ci est prévue en janvier 2018. Une nouvelle actualisation des plafonds sera alors diffusée par note d'information.

Il est rappelé que les conditions d'octroi des indemnités de fonction sont régies, pour chacune des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale et assimilés, par les articles du code général des collectivités territoriales mentionnés dans les annexes.

Par ailleurs, en cas de cumul de mandats, la part représentative pour frais d'emploi s'élève à 987,02 €<sup>1</sup> et le plafond indemnitaire pouvant être perçu est de 8 399,70 €<sup>2</sup>.

Je vous prie d'assurer la diffusion de ces informations auprès des collectivités territoriales et des établissements publics concernés de votre ressort territorial.

Pour le directeur général des services

des collectivités locales

Bruno DELSOL

<sup>1</sup> Conformément au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 81 du code général des impôts.

<sup>2</sup> Conformément aux articles L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4136-18, L. 5211-12, L.O. 6224-3, L.O. 6325-3, L.O. 6434-3, L. 7125-21, L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales.

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES MAIRES***(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)**Art. L. 2123-23 et L. 2511-35 du Code général des collectivités territoriales*

POPULATION (nombre d'habitants)	TAUX (en % de l'IB 1022)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
Moins de 500	17	658,01
De 500 à 999	31	1 199,90
De 1 000 à 3 499	43	1 664,38
De 3 500 à 9 999	55	2 128,86
De 10 000 à 19 999	65	2 515,93
De 20 000 à 49 999	90	3 483,59
De 50 000 à 99 999	110	4 257,72
100 000 et plus (y compris PML)	145	5 612,45
Maires d'arrondissement (PML)	72,5	2 806,23

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES ADJOINTS AU MAIRE***(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)**Art. L. 2123-24, L. 2511-34 et L. 2511-35 du CGCT*

POPULATION (nombre d'habitants)	TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
Moins de 500	6,6	255,46
De 500 à 999	8,25	319,33
De 1 000 à 3 499	16,5	638,66
De 3 500 à 9 999	22	851,54
De 10 000 à 19 999	27,5	1 064,43
De 20 000 à 49 999	33	1 277,32
De 50 000 à 99 999	44	1 703,09
De 100 000 à 200 000	66	2 554,63
Plus de 200 000	72,5	2 806,23
Adjoint au maire d'arrondissement (PML)	34,5	1 335,38

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES CONSEILLERS MUNICIPAUX***(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)*

TYPE DE COMMUNE	TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
Paris, Marseille, Lyon (art. L. 2511-34 du CGCT)	34,5	1 335,38
Communes de 100 000 habitants et plus : conseillers municipaux (art. L. 2123-24-1-I du CGCT)	6	232,24
Communes de moins de 100 000 habitants : conseillers municipaux (art. L. 2123-24-1-II du CGCT)	6 (dans l'enveloppe maire + adjoints)	232,24
Ensemble des communes : conseillers municipaux délégués (art. L. 2123-24-1-III du CGCT)	indemnité comprise dans l'enveloppe budgétaire maire + adjoints	

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1022 au 1er février 2017 : 3 870,66 €

*(pour mémoire : montant annuel = 46 447,88 €)**(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)*

## INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES CONSEILLERS DEPARTEMENTAUX

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)

Art. L. 3123-16 du CGCT

POPULATION (nombre d'habitants)	TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
Moins de 250 000	40	1 548,26
De 250 000 à moins de 500 000	50	1 935,33
De 500 000 à moins de 1 million	60	2 322,39
De 1 million à moins de 1,25 million	65	2 515,93
1,25 million et plus	70	2 709,46

- Président du Conseil départemental (Art. L. 3123-17 du CGCT) : IB 1022 majoré de 45 % = 5 612,45 €
- Vice-président ayant délégation de l'exécutif du Conseil départemental ou du Conseil de Paris (Art. L. 3123-17 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 40 %.
- Membre de la commission permanente (Art. L. 3123-17 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 10 %.

NB : Le barème des conseillers départementaux s'applique aux conseillers régionaux dans les régions d'outre-mer (Art. L. 4432-6 du CGCT).

## INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES CONSEILLERS REGIONAUX

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)

Art. L. 4135-16 du CGCT

POPULATION (nombre d'habitants)	TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
Moins de 1 million	40	1 548,26
De 1 million à moins de 2 millions	50	1 935,33
De 2 millions à moins de 3 millions	60	2 322,39
3 millions et plus	70	2 709,46

- Président du Conseil régional (Art. L. 4135-17 du CGCT) : IB 1022 majoré de 45 % = 5 612,45 €
- Vice-président ayant délégation de l'exécutif du Conseil régional (Art. 4135-17 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 40 %.
- Membre de la commission permanente (Art. L. 4135-17 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 10 %.

Jusqu'au 31 décembre 2017 :

- Assemblée de Corse et conseil exécutif : régime indemnitaire des conseils régionaux.
- Les fonctions de membre du conseil exécutif sont assimilées à celles de membre de la commission permanente d'un conseil régional. (Art. L. 4421-1 et L. 4422-22 du CGCT)

**Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1022 au 1er février 2017 : 3 870,66 €**

(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)

**ASSEMBLEE DE GUYANE**

- Président de l'Assemblée de Guyane (Art. L. 7125-20 du CGCT) : IB 1022 majoré de 45 % = 5 612,45 €
- Vice-président ayant délégation de l'exécutif de l'Assemblée de Guyane (Art. L. 7125-20 du CGCT) : taux maximal de 57,6 % de l'IB 1022 = 2 229,50 €
- Membre de la commission permanente (Art. L. 7125-20 du CGCT) : taux maximal de 50,4 % de l'IB 1022 = 1 950,81 €
- Conseiller de l'Assemblée de Guyane (Art. L. 7125-19 du CGCT) : taux maximal de 48 % de l'IB 1022 = 1 857,92 €

**ASSEMBLEE DE MARTINIQUE**

- Président de l'Assemblée de Martinique et président du conseil exécutif (Art. L. 7227-20 et L. 7227-21 du CGCT) : IB 1022 majoré de 45 % = 5 612,45 €
- Vice-président de l'Assemblée de Martinique et conseiller exécutif (Art. L. 7227-20 et L. 7227-21 du CGCT) : taux maximal de 72 % de l'IB 1022 = 2 786,87 €
- Conseiller de l'Assemblée de Martinique (Art. L. 7227-19 du CGCT) : taux maximal de 60 % de l'IB 1022 = 2 322,39 €

**CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-BARTHELEMY  
CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-MARTIN  
CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

- Président du Conseil territorial (Art. L.O. 6224-2, L.O. 6325-2 et L.O. 6434-2 du CGCT) : IB 1022 majoré de 45 % = 5 612,45 €
- Vice-président ayant délégation de l'exécutif du Conseil territorial (Art. L.O. 6224-2, L.O. 6325-2 et L.O. 6434-2 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 40 %.
- Membre de la commission permanente (Art. L.O. 6224-2, L.O. 6325-2 et L.O. 6434-2 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 10 %.
- Conseiller territorial (Art. L.O. 6224-2, L.O. 6325-2 et L.O. 6434-2 du CGCT) : faux maximal de 50 % de l'IB 1022 = 1 935,33 €

**Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1022 au 1er février 2017 : 3 870,66 €**  
(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017)

**ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE A FISCALITE PROPRE :**  
**COMMUNAUTES URBAINES**  
**COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION**  
**METROPOLES**

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES PRESIDENTS**

*(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)*

*Art. L. 5211-12, L. 5215-16, L. 5216-4, R. 5215-2-1 et R. 5216-1 du CGCT*

POPULATION (nombre d'habitants)	TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
De 20 000 à 49 999	90	3 483,59
De 50 000 à 99 999	110	4 257,72
De 100 000 à 199 999	145	5 612,45
Plus de 200 000	145	5 612,45

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES VICE-PRESIDENTS**

*(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)*

*Art. L. 5211-12, L. 5215-16, L. 5216-4, R. 5215-2-1 et R. 5216-1 du CGCT*

POPULATION (nombre d'habitants)	TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
De 20 000 à 49 999	33	1 277,32
De 50 000 à 99 999	44	1 703,09
De 100 000 à 199 999	66	2 554,63
Plus de 200 000	72,5	2 806,23

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES DELEGUES**

POPULATION (nombre d'habitants)	TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
De 100 000 à 399 999 habitants <i>(Art. L. 5215-16 et L. 5216-4 du CGCT)</i>	6	232,24
De 400 000 habitants au moins <i>(Art. L. 5215-17 et L. 5216-4-1 du CGCT)</i>	28	1 083,78
Communautés de moins de 100 000 habitants : conseillers communautaires <i>(Art. L. 2123-24-1-II du CGCT)</i>	6 (dans l'enveloppe présidents + vice- présidents)	232,24
<b>Ensemble des communautés :</b> conseillers communautaires délégués <i>(Art. L. 2123-24-1-III du CGCT)</i>	indemnité comprise dans l'enveloppe budgétaire présidents + vice-présidents	

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1022 au 1er février 2017 : 3 870,66 €

*(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)*



## COMMUNAUTES DE COMMUNES

## INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES PRESIDENTS

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)

Art. L. 5211-12 et R. 5214-1 du CGCT

POPULATION (nombre d'habitants)	TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
Moins de 500	12,75	493,51
De 500 à 999	23,25	899,93
De 1 000 à 3 499	32,25	1 248,29
De 3 500 à 9 999	41,25	1 596,65
De 10 000 à 19 999	48,75	1 886,95
De 20 000 à 49 999	67,5	2 612,69
De 50 000 à 99 999	82,49	3 192,90
De 100 000 à 199 999	108,75	4 209,34
Plus de 200 000	108,75	4 209,34

## INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES VICE-PRESIDENTS

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)

Art. L. 5211-12 et R. 5214-1 du CGCT

POPULATION (nombre d'habitants)	TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
Moins de 500	4,95	191,60
De 500 à 999	6,19	239,59
De 1 000 à 3 499	12,37	478,80
De 3 500 à 9 999	16,5	638,66
De 10 000 à 19 999	20,63	798,52
De 20 000 à 49 999	24,73	957,21
De 50 000 à 99 999	33	1 277,32
De 100 000 à 199 999	49,5	1 915,98
Plus de 200 000	54,37	2 104,48

## INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES DELEGUES

DELEGUES DES COMMUNES au conseil des communautés de communes	TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)	INDEMNITE BRUTE (en euros)
Communautés de moins de 100 000 habitants : conseillers communautaires (Art. L. 2123-24-1-II du CGCT)	6 (dans l'enveloppe présidents + vice- présidents)	232,24

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1022 au 1er février 2017 : 3 870,66 €

(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)

## METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

- Régime indemnitaire des métropoles de droit commun.
- Les présidents des conseils de territoire sont de droit vice-présidents du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ils entrent en compte dans la détermination de l'enveloppe indemnitaire. (Art. L. 5218-6 du CGCT)
- Vice-présidents des conseils de territoire (Art. 5218-6 du CGCT) : taux maximal de 33 % de l'IB 1022 = 1 277,32 €

## METROPOLE DU GRAND PARIS

- Régime indemnitaire des métropoles de droit commun.
- Présidents d'un établissement public territorial (Art. L. 5219-2-1 du CGCT) : taux maximal de 110 % de l'IB 1022 = 4 257,72 €
- Vice-présidents d'un établissement public territorial (Art. L. 5219-2-1 du CGCT) : taux maximal de 44 % de l'IB 1022 = 1 703,09 €
- Conseiller d'un établissement public territorial (Art. 5219-2-1 du CGCT) : taux maximal de 6 % de l'IB 1022 = 232,24 € (dans l'enveloppe présidents + vice-présidents)

## COLLECTIVITE TERRITORIALE A STATUT PARTICULIER :

### METROPOLE DE LYON

- Président du Conseil de la Métropole (Art. L. 3632-4 du CGCT) : IB 1022 majoré de 45 % = 5 612,45 €
- Conseiller métropolitain (Art. L. 3632-3 du CGCT) : taux maximal de 70 % de l'IB 1022 = 2 709,46 €
- Vice-président ayant délégation de l'exécutif du Conseil de la Métropole (Art. L. 3632-4 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 40 %.
- Membre de la commission permanente (Art. L. 3632-4 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 10 %.

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1022 au 1er février 2017 : 3 870,66 €  
(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017)

**ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE SANS FISCALITE PROPRE :**  
**SYNDICATS DE COMMUNES**  
**SYNDICATS MIXTES COMPOSES EXCLUSIVEMENT DE COMMUNES ET**  
**D'ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE**

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES PRESIDENTS**

*(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)*

*Art. L. 5211-12, R. 5212-1 et R. 5711-1 du CGCT*

<b>POPULATION (nombre d'habitants)</b>	<b>TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)</b>	<b>INDEMNITE BRUTE (en euros)</b>
Moins de 500	4,73	183,08
De 500 à 999	6,69	258,95
De 1 000 à 3 499	12,2	472,22
De 3 500 à 9 999	16,93	655,30
De 10 000 à 19 999	21,66	838,38
De 20 000 à 49 999	25,59	990,50
De 50 000 à 99 999	29,53	1 143,00
De 100 000 à 199 999	35,44	1 371,76
Plus de 200 000	37,41	1 448,01

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES VICE-PRESIDENTS**

*(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)*

*Art. L. 5211-12, R. 5212-1 et R. 5711-1 du CGCT*

<b>POPULATION (nombre d'habitants)</b>	<b>TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)</b>	<b>INDEMNITE BRUTE (en euros)</b>
Moins de 500	1,89	73,16
De 500 à 999	2,68	103,73
De 1 000 à 3 499	4,65	179,99
De 3 500 à 9 999	6,77	262,04
De 10 000 à 19 999	8,66	335,20
De 20 000 à 49 999	10,24	396,36
De 50 000 à 99 999	11,81	457,12
De 100 000 à 199 999	17,72	685,88
Plus de 200 000	18,7	723,81

**Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1022 au 1er février 2017 : 3 870,66 €**  
 (Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)

**SYNDICATS MIXTES ASSOCIANT EXCLUSIVEMENT DE COMMUNES, DES EPCI, DES  
DEPARTEMENTS ET DES REGIONS**

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES PRESIDENTS**

*(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)*

*Art. L. 5721-8 et R. 5723-1 du CGCT*

<b>POPULATION (nombre d'habitants)</b>	<b>TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)</b>	<b>INDEMNITE BRUTE (en euros)</b>
Moins de 500	2,37	91,73
De 500 à 999	3,35	129,67
De 1 000 à 3 499	6,1	236,11
De 3 500 à 9 999	8,47	327,84
De 10 000 à 19 999	10,83	419,19
De 20 000 à 49 999	12,8	495,44
De 50 000 à 99 999	14,77	571,70
De 100 000 à 199 999	17,72	685,88
Plus de 200 000	18,71	724,20

**INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES VICE-PRESIDENTS**

*(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er février 2017)*

*Art. L. 5721-8 et R. 5723-1 du CGCT*

<b>POPULATION (nombre d'habitants)</b>	<b>TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1022)</b>	<b>INDEMNITE BRUTE (en euros)</b>
Moins de 500	0,95	36,77
De 500 à 999	1,34	51,87
De 1 000 à 3 499	2,33	90,19
De 3 500 à 9 999	3,39	131,22
De 10 000 à 19 999	4,33	167,60
De 20 000 à 49 999	5,12	198,18
De 50 000 à 99 999	5,91	228,76
De 100 000 à 199 999	8,86	342,94
Plus de 200 000	9,35	361,91

**Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1022 au 1er février 2017 : 3 870,66 €**

(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)